

Exercice clos le 31 décembre **2025**

MISSION LOCALE
SUD DEUX-SEVRES
4, rue François Viète
79000 NIORT

Niort, le 20 Mai 2026

RAPPORT

DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Eric PERSAIS
Président



Alain BAUDIN
Treancier



Mission Locale Sud Deux-Sèvres

4 rue François Viète

79 000 NIORT

MISSION LOCALE SUD DEUX-SEVRES

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2025

A l'Assemblée Générale de l'Association « Mission Locale Sud Deux -Sèvres »,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association « **Mission Locale Sud Deux-Sèvres** » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

GROUPE Y AUDIT

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

Inscrite au tableau de l'Ordre de la Région Poitou-Charentes-Vendée - Membre de la Compagnie Régionale Ouest-Atlantique
Membre de l'Association Technique A.T.H.

SAS au capital de 500 000 €

Siège social : 53 rue des Marais - CS 18421 - 79024 NIORT Cedex - Tél.: 05 49 32 49 01
RCS NIORT B 377 530 563 - APE 6920 Z - TVA: FR 10 377 530 563



Membre indépendant du réseau
international Moore Global.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans la note 1 « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Sur la base de nos travaux et des informations qui nous ont été communiquées, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables et informations relatives à l'évaluation des créances telles que mentionnées dans la note 2 de l'annexe aux comptes annuels « Autres éléments significatifs », paragraphe « Contrat engagement jeune ».

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Niort, le 13 mai 2026

LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

GROUPE Y Audit



Denis PONTET

MISSION LOCALE SUD DEUX-SEVRES												
ACTIF		31/12/2025			31/12/2024 Net	31/12/2023 Net	PASSIF			31/12/2025	31/12/2024	31/12/2023
		Brut	Amort	Net								
ACTIF IMMOBILISE							FONDS PROPRES					
Immobilisations incorporelles						0	Fonds propres sans droit de reprise					
Frais d'établissement		15 373	9 930	5 444				Fonds propres avec droit de reprise				
Frais de recherche et de développement								Ecart de réévaluation				
Donations temporaires d'usufruit								Réserves			950 897	631 661
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires		15 373	9 930	5 444	0	0	0	Réserves statutaires ou contractuelles			453 418	453 418
Avances et acomptes								Réserves pour projet de l'entité			497 479	178243
Immobilisations corporelles		246 914	228 689	18 226	35 122	42 159		Autres				
Matériel de transport		4 988	4 988	0	970	2 633		Report à nouveau			154 717	154 717
Installation, agencement divers		39 441	35 115	4 326	2 492	9 424		Excédent ou déficit de l'exercice			30 807	138 479
Matériel de bureau et informatique		104 266	94 061	10 205	26 444	23 853		Situation nette (sous total)			1 136 421	1 105 614
Mobilier de bureau		98 220	94 525	3 695	5 216	6 249						967 135
Avances et acomptes												
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés												
Immobilisations financières		5 495	0	5 495	5 395	5 775		Fonds propres consommables				
Participations et Créances rattachées								Subventions d'investissement			3 625	5 058
Autres titres immobilisés		5 495	0	5 495	5 395	5 775		Provisions réglementées				
Prêts								TOTAL I			1 140 046	1 110 672
Autres		0	0	0	500	0		FONDS REPORTES ET DEDIES				
TOTAL I		267 783	238 618	29 165	40 517	47 934		Fonds reportés liés aux legs ou donations			277 042	267 025
TOTAL I								Fonds dédiés			277 042	267 025
ACTIF CIRCULANT							PROVISIONS					
Stocks et encours		0	0					Provisions pour risques			37 445	25 495
Créances		566 397	2 863	563 534	307 158	446 650		Provisions pour charges			143 479	158 048
Créances clients, usagers et comptes rattachés		561 259	0	561 259	306 543	443 959		TOTAL III			180 924	249 277
Créances reçues par legs ou donations								DETTES				
Autres créances diverses		2 998	2 863	135	615	2 691		Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Autres : Produits à recevoir		0	0	0	0	0		Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Autres : Rémunérations dues		0	0	0	0	0		Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
Charges constatées d'avance		2 140	0	2 140	0	0		Emprunts et dettes financières diverses				
Valeurs mobilières de placement								Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés			37 181	26 618
Instruments de trésorerie								Dettes des legs ou donations				
Disponibilités		1 273 375	0	1 273 375	1 472 716	1 368 103		Dettes fiscales et sociales			230 688	230 675
Livret A & compte sur livret		1 223 882	0	1 223 882	1 434 173	1 208 080		Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
. Crédit Agricole & Caisse d'Epargne		49 132	0	49 132	38 183	159 602		Autres dettes			194	829
. Caisse		361	0	361	360	421		Instruments de trésorerie				
TOTAL II		1 839 772	2 863	1 836 909	1 781 490	1 816 068		Produits constatés d'avance			0	0
TOTAL II								TOTAL IV			268 062	258 123
Frais d'émission des emprunts (III)								Ecart de conversion Passif (V)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)												
Ecart de conversion Actif (V)												
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		2 107 555	241 481	1 866 074	1 822 007	1 864 003		TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)			1 866 074	1 822 007
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)												1 864 003

COMPTE DE RESULTAT	2 025	2 024	Evolution 2025 vs 2024	% Evolution 2025 vs 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et services	13 891	12 573	1 318	10,5%
Ventes de prestations de services	13 891	12 573	1 318	10,5%
Produits de tiers financeurs : subventions d'exploitation	2 054 076	2 099 884	-45 808	-2,2%
Etat	1 311 118	1 327 996	-16 878	-1,3%
Pôle Emploi	125 622	121 081	4 541	3,8%
FSE	0	0	0	
Conseil Régional	281 927	269 856	12 071	4,5%
Collectivités locales	301 612	305 762	-4 150	-1,4%
Conseil Départemental	0	28 170	-28 170	-100,0%
Autres sur actions spécifiques	33 797	47 019	-13 222	-28,1%
Reprise sur amortissements, dépréciations, provisions	21 881	87 334	-65 453	-74,9%
Utilisation des fonds dédiés	267 025	353 109	-86 084	-24,4%
Autres produits	191	22 808	-22 617	-99,2%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	2 357 064	2 575 708	-218 644	-8,5%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	15 850	27 110	-11 260	-41,5%
Variation de stocks	0	0	0	
Autres charges externes	324 382	352 024	-27 642	-7,9%
Aides financières	0	0	0	
Impôts, taxes et versements assimilés	123 512	130 686	-7 174	-5,5%
Salaires et traitements	1 178 794	1 222 567	-43 772	-3,6%
Charges sociales	375 365	392 765	-17 401	-4,4%
Charges diverses gestion courante	338	0	338	#DIV/0!
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	21 225	32 169	-10 944	-34,0%
Dotations aux provisions	16 576	26 868	-10 292	-38,3%
Reports en fonds dédiés	277 042	267 025	10 017	3,8%
Autres charges			0	
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	2 333 085	2 451 214	-118 129	-4,8%
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	23 979	124 494	-100 515	-80,7%
<i>bénéfice attribué ou perte transférée (III)</i>	23 979	124 494	-100 515	-80,7%
<i>perte supportée ou bénéfice transféré (IV)</i>				
PRODUITS FINANCIERS				
Autres intérêts et produits assimilés	6 828	6 229	599	9,6%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	6 828	6 229	599	9,6%
CHARGES FINANCIERES				
Dotations financières				
Intérêts et charges assimilées				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	0	0	0	
2 - RESULTAT FINANCIER (V - VI)	6 828	6 229	599	9,6%
3 - RESULTAT COURANT avant impôts	30 807	130 723	-99 916	-76,4%
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	0	8 068	-8 068	-100,0%
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	0	313	-8 068	-100,0%
4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	0	7 756	0	0,0%
TOTAL DES PRODUITS (I + V + VII)	2 363 892	2 590 005	-226 113	-8,7%
TOTAL DES CHARGES (II + VI + VIII)	2 333 085	2 451 527	-118 442	-4,8%
EXCEDENT OU DEFICIT	30 806,88 €	138 478,75 €	- 107 671,87 €	-77,8%
PRODUITS DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature	10 262	10 262	0	0,0%
Bénévolat				
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	10 262	10 262	0	0,0%
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature	10 262	10 262	0	0,0%
Personnel bénévole				
TOTAL CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	10 262	10 262	0	0,0%

Nom de l'entreprise	MISSION LOCALE SUD DEUX SEVRES
Activité exercée	INSERTION DES JEUNES 16-25 ans
Adresse	4 Rue François VIETE 79000 NIORT

Annexe des comptes annuels

Exercice du 1/01/2025 au 31/12/2025

- 1 Règles et méthodes comptables
- 2 Autres éléments significatifs
- 3 Événement post clôture
- 4 Engagements financiers & Autres éléments significatifs
- 5 Notes sur le bilan actif
- 6 Notes sur le bilan passif
- 7 Détail des produits et des charges
- 8 Notes sur le personnel
- 9 Situation fiscale de l'association
- 10 Rémunération des dirigeants

Total du bilan avant répartition	1 866 074 €	Résultat:	30 806.88 €
----------------------------------	-------------	-----------	-------------

Les notes indiquées ci-après, font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis et arrêtés le 10/03/2026 par les dirigeants et administrateurs de l'association.

Présentation de la Mission Locale

Présentation de la mission locale :

- Objet : accueil, information, orientation et suivi des jeunes de 16 à 25 ans dans le domaine de l'insertion sociale et professionnelle
 - a) Objectif :
 - Aider les jeunes de 16 à 25 ans révolus sortis du système scolaire à résoudre l'ensemble des problèmes que pose l'insertion professionnelle et sociale en assurant des fonctions d'accueil, d'informations, d'orientation et d'accompagnement
 - Favoriser la concertation entre les différents partenaires en vue de renforcer ou de compléter les actions qu'ils conduisent. La mission locale travaille au quotidien avec les acteurs locaux pour faciliter l'insertion sociale et professionnelle des jeunes sur des aspects variés tels que l'emploi, la formation, la santé, le logement. La mission locale sud Deux-Sèvres assure une mission de service de proximité.
 - b) Public cible : jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire, en demande d'insertion professionnelle et sociale.
 - c) Ses activités : la mission locale intervient sur 5 axes :
 - Repérage, accueil, information, orientation des jeunes
 - Accompagnement des parcours d'insertion
 - Développement d'actions pour favoriser le retour à l'emploi
 - Expertise et observation active du territoire
 - Ingénierie de projet et animation locale au service de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes

Un référent unique suit le jeune tout au long de son parcours, par des entretiens individualisés, mais aussi en collectif ou en atelier. Ces entretiens permettent de réaliser un diagnostic formalisé et de proposer des services adaptés via son offre de service.

1 Règles et méthodes comptables

À compter de l'exercice 31/12/2025, les comptes annuels sont arrêtés conformément aux règlements comptables ANC n° 2022-06 et n° 2023-03 relatifs à la modernisation des états financiers qui modifient le règlement comptable ANC n° 2018-06.

La nouvelle réglementation implique une nouvelle présentation des comptes dont les impacts sont les suivants :

- Indemnités journalières complémentaires : comptabilisées en transfert de charges en 2024, elles sont comptabilisées en déduction des frais de personnel en 2025
- Remboursements dépenses formation : comptabilisés en transfert de charges en 2024, elles sont comptabilisées en déduction des frais de personnel en 2025
- Quote-part de subvention d'investissement inscrite au compte de résultat comptabilisé en produit exceptionnel en 2024 est comptabilisé en produit d'exploitation en 2025.

Pour des raisons techniques, il n'a pas été possible de présenter les comptes de l'année 2024 sous l'ancienne présentation comme approuvée par l'assemblée générale et certifiée par le commissaire aux comptes.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables ;
- Indépendance des exercices ;

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Amortissements : ils sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction de la durée de vie prévue.

Nature investissement	Durée d'amortissement
Logiciels	1 an
Installations, Agencements	10 ans
Matériel informatique	3 ans
Mobilier de bureau	10 ans

- Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2 Autres éléments significatifs

Contrat d'engagement jeune :

Le dispositif Contrat d'Engagement Jeune est mis en œuvre par la Mission Locale, à compter de sa date d'entrée en vigueur, le 1^{er} mars 2022. La durée moyenne d'un parcours constatée en 2025 est proche de 6 mois. Toutefois, un parcours peut se dérouler sur 12 mois maximum, voire 18 mois sur dérogation. Le jeune s'engage à investir dans le contrat au minimum 15h par semaine.

Le financement de l'Etat est calculé sur la base du nombre d'entrées réalisées jusqu'au 31 décembre de l'année, quelle que soit la durée de l'accompagnement. Jusqu'au 31/12/2024, 2 types de forfaits étaient définis :

1. 1900€ pour l'entrée en contrat d'un jeune non diplômé,
2. 1650€ pour l'entrée en contrat d'un jeune diplômé.

A compter du 1er janvier 2025, l'Etat a mis en place un forfait unique d'entrées qui s'élève à 1650€. Un jeune est considéré entré, dès lors qu'il a effectué un mois (ou 30 jours) dans le contrat d'engagement jeune, à partir de la signature du Cerfa.

Au 31/12/2024 :

- Des fonds dédiés ont été constatés à hauteur de 236 329 euros, pour tenir compte des parcours Contrats d'Engagement Jeune signés en 2024, qui se sont poursuivis en 2025. Au 31/12/2025, ces accompagnements étant finalisés, la totalité de cette somme a été reprise sur l'exercice.
- Une provision CEJ pour les parcours non contractualisés en 2024 a été constatée d'un montant de 11 600 euros. Elle a fait l'objet d'une reprise sur l'exercice, l'Etat l'ayant déduite des financements attribués au titre de 2025.

Pour l'exercice 2025 :

Afin d'établir la notification budgétaire, la DREETS a déterminé une cible de 416 entrées en Contrat d'Engagement Jeune. Cet objectif CPO est valorisé sur la base du tarif unique de 1650€. Le montant CEJ notifié par avenant CPO s'élève donc à 686 400€ pour 2025.

416 entrées « finançables » ont été réalisées en 2025. Le produit CEJ réalisé en 2025 s'élève donc à 686 400€ et correspond au montant notifié par la DREETS. Sur ces considérations, aucune provision n'est constatée au 31/12/2025.

Pour tenir compte des Contrats d'Engagement Jeune signés en 2025 et dont l'accompagnement se poursuit sur 2026, des fonds dédiés sont constatés au 31/12/2025 pour un montant de 243 650€. Ce montant est défini en tenant compte du calendrier des entrées effectives en Contrat d'Engagement Jeunes et de la durée moyenne de parcours de 6 mois, sur la base du tarif du forfait unique de 1650€.

Autres activités :

Des projets pluriannuels engagés en 2025 se poursuivent sur 2026 : BOP104 « Fais ta place mode d'emploi », PRAPS (ARS), et le projet « La Cerise sur le Quartier » conduit dans le cadre du Contrat de Ville. Des fonds dédiés sont constatés au 31/12/2025 pour un total de 33 392€.

Par ailleurs la Mission Locale a obtenu en 2024, un financement de 10000€, auprès de la CAF, dans le cadre de l'appel à projet « Fonds Publics et Territoires – Accompagnement des démarches innovantes ». Le projet intitulé « Info Jeunes Mobile Sud Deux-Sèvres » avait pour objectif de permettre aux jeunes du territoire de la CAN, hors Ville de Niort déjà pourvu, du Haut Val de Sèvre, et du Mellois en Poitou, de bénéficier d'une information jeunesse de proximité.

La réalisation de ce projet était financièrement conditionnée à l'obtention du financement d'Info Jeunes France sur l'appel à projet « IJ MOBILE ». Or, IJ France n'a pas retenu le projet de la Mission Locale. Le Conseil d'Administration, réunit le 21 mai 2025, a décidé d'abandonner le projet CAF « Info Jeunes Mobile Deux-Sèvres ». En conséquence, une provision, à hauteur de 10000€, avait été constatée au 31/12/2024.

Elle a fait l'objet d'une reprise sur l'exercice 2025, la CAF ayant notifié à la Mission Locale Sud Deux-Sèvres le 14/10/2025, l'annulation de la subvention. L'avance de 7500€ reçue en 2024 a fait l'objet d'un remboursement auprès de la CAF le 12/11/2025.

Le solde du financement 2024 prévu par la convention signée avec la CC MEP, n'a pas été réglé à la ML au 31/12/2025. En conséquence une provision pour risque est constatée pour un montant de 27 200€.

Des évènements RH ont impacté le résultat 2025

cf éléments détaillés en page 15

Locaux niortais de la Mission Locale :

L'enjeu de changement de locaux niortais est toujours existant. La Communauté d'Agglomération du Niortais a engagé un projet de réaménagement urbain du quartier du CLOU-BOUCHET. Ce projet conduit à la démolition, à échéance 2027/2028, du bâtiment, propriété du bailleur social qui héberge le site niortais de la mission locale. La question du relogement se pose à elle.

Elle aura pour conséquences :

- ✚ D'engager des dépenses de travaux d'aménagement structurels pour rendre les futurs locaux compatibles avec l'activité de la structure ; le montant des travaux est estimé à 750k€.
- ✚ De supporter le coût de réalisation d'un cahier des charges, et d'un déménagement,
- ✚ De façon pérenne, de supporter une augmentation conséquente de la dépense annuelle liée aux locaux niortais. En effet, aujourd'hui, les locaux sont loués pour un montant très inférieur au marché de la location à usage professionnel avec un coût global, maintenance,

énergie, eau, et taxes comprises, de 75k€/an pour une surface de 1292m². Les estimations sont d'environ 180k€/an dans le parc locatif privé.

Les excédents réalisés entre 2022 et 2024 ont été affectés en réserve pour projet immobilier de l'entité pour un montant total de 497 k€, soit environ 2,3 mois d'activité.

3 Événement post clôture

- Perspectives de restrictions budgétaires de la part de différents financeurs. La baisse de 7.6% (au niveau national) du financement ETAT CPO est inscrite dans la Loi de Finance 2026. La Région Nouvelle-Aquitaine a indiqué maintenir son soutien au fonctionnement des Missions Locales, mais annonce une baisse de l'enveloppe de 4% pour 2026.
- Le Conseil d'Administration verra ses collèges 1 et 3 renouvelés en 2026, le collège 1 étant impacté par le changement des équipes municipales, et le collège 3 devant être renouvelé en application de l'article 4 alinéa 3 des statuts de la Mission Locale Sud Deux-Sèvres.
- Ressources Humaines :
 - Baisse effectif contrat 31/12/2026 vs 30/09/2025 (-1,91 etp) : 2 conseillers remplacés sur 4 départs ou mutation effectifs sur la période octobre 2025-juin 2026.
 - Prise de poste du nouveau responsable administratif et financier le 9 mars 2026, et prise de fonction engagée le 15 décembre 2025 du nouveau responsable de secteur suite vacances de postes.
 - Mise en œuvre avenants 85-86 et 87 de la Convention Collective Nationale relatifs aux régimes prévoyance et mutuelle (Impact de la mesure estimé à 15 000€ en année pleine).
 - Renouvellement membres du CSE (fin de mandat 07/10/2026).

4 Engagements financiers

Engagements donnés	
Effets escomptés non échus	0€
Avals & cautions	0€
Crédit-bail mobilier	0€
Crédit-bail immobilier	0€
Autres engagements	0€
Dettes garanties par des sûretés réelles	
Montant garanti	0€

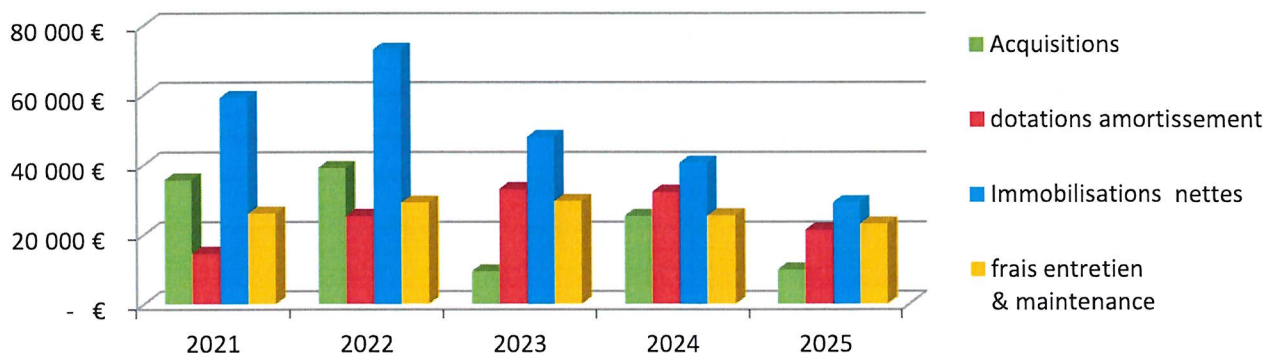
5 Notes sur le bilan actif

Frais d'établissement	Non applicable
-----------------------	----------------

Fonds commercial	Non applicable
------------------	----------------

Actif immobilisé : mouvements de l'exercice				
	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	8 975	6 625	227	15 373
Immobilisations corporelles	243 767	3 147		246 914
Immobilisations financières	5 395	100		5 495
Total montant brut	258 138	9 872	227	267 783
Amortissements & provisions :				
Immobilisations incorporelles	8 975	1 181	227	9 930
Immobilisations corporelles	208 645	20 044		228 689
Immobilisations financières				
Total Amortissements & Provisions	217 620	21 225	227	238 618
Montant Net	40 517	- 11 353	0	29 165

Evolution investissements de 2021 à 2025



Pour rappel, des investissements importants avaient été engagés en 2022 du fait des besoins nouveaux liés à la mise en place du CEJ (aménagement de salles, équipements pour les nouveaux conseillers).

Le parc informatique avait été notamment remis à jour, pour les professionnels et les jeunes en 2024. Il a été prévu au budget prévisionnel de poursuivre cette mise à jour sur 2026 avec le remplacement de 10 ordinateurs.

Créances présentées par des effets de commerce

Non applicable

Etat des créances

	Montant brut	A un an au plus	A plus d'un an	rappel 2024	
Actif immobilisé					Les créances sont en hausse entre 2024 et 2025 : 1 - ETAT CPO = +177k€ : versement de 2 avances CEJ en 2025 vs 3 en 2024 2 - REGION fonctionnement = +25k€ avance = 60% en 2025 (comme en 2023) vs 70% en 2024 (cadre du conventionnement) 3 - EPCI MEP = +54k€ : solde 2024 et avance 2025 reçus le 31 mars 2026
Actif circulant dont charges d'avance	563 534	563 399	135	308 774	
TOTAL	563 534	563 399	135	308 774	

Produits à recevoir inclus dans les postes du bilan			
	2025	Rappel 2024	Commentaires évolution 2025 vs 2024
Créances rattachées à des			
Immobilisations financières			
Clients & comptes rattachés			
Autres créances	2633	0	
Disponibilités			

Charges constatées d'avance	2 140
-----------------------------	-------

Frais d'émission des emprunts à étaler	Non applicable
--	----------------

6 Notes sur le bilan passif

Capital social - Actions ou parts sociales	Non applicable
--	----------------

SUIVI DES FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise					
Projet associatif	20 010				20 010
Projet de l'entité (immobilier)	359 001	138 479			497 479
Fonds propres avec droit de reprise					-
Ecart de réévaluation					-
Réserves	433 408				433 408
Report à nouveau	154 717				154 717
Excédent ou déficit de l'exercice	138 479		30 807	138 479	30 807
Situation nette	1 105 614	138 479	30 807	138 479	1 136 421
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	5 058		-	1 433	3 625
Provisions réglementées					
TOTAL	1 110 672	138 479	30 807	139 912	1 140 046

SUIVI DES FONDS DEDIES

VARIATION DES FONDS DEDIES issus de subventions d'exploitation		A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS sur N+1	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
Financier	Objet financement			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont projets sans dépenses au cours des deux derniers exercices
Etat	Etat Contrat d'Engagement Jeune	236 329	243 650	236 329	-	-	243 650	-
	Etat Fais ta place mode d'emploi	4 000	5 521	4 000	-	-	5 521	-
	Total ETAT	240 329	249 171	240 329	-	-	249 171	-
ARS	Santé PRAPS	16 196	17 697	16 196	-	-	17 697	-
La Cerise sur Le Quartier	La Cerise sur Le Quartier	6 500	4 425	6 500	-	-	4 425	-
ANCT Contrat de ville	La Cerise sur Le Quartier	4 000	5 749	4 000	-	-	5 749	-
TOTAL		267 025	277 042	267 025	-	-	277 042	-

Faible hausse des fonds dédiés entre 2024 et 2025, notamment sur le CEJ. Bien que la valeur du parcours soit moins élevé (forfait unique 1650€ en 2025 vs forfait moyen jeunes diplômés et non diplômé de 1775€ en 2024), les entrées 2025 se sont accélérées sur le dernier trimestre, augmentant mécaniquement la valorisation des fonds dédiés. La durée du parcours prise en compte au 31/12/2025 est de 6 mois vs 7 mois au 31/12/2024.

PROVISIONS POUR RISQUES

Tableau des Provisions					
	Montant à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice		A la clôture
			Utilisées	Non- utilisées	
Provisions pour risques	28 118	33 790	21600	281	40 027
Provisions pour charges	160 693			17214	143 479
Total	188 811	33 790	21600	17495	183 506

(1) Dont :

- Région fonctionnement 2025 pour 6 350€
- CC MEP convention triennale objectifs - solde 2024 pour 27 200€

(2) Dont :

- CPO CEJ 2024 pour 11 600€, l'Etat a déduit ce montant lors du versement de l'avance de la subvention 2025
- CAF IJ mobile pour 10000€ (projet suspendu sur 2025, demande de subvention construite avec co-financements, seule la CAF a répondu favorablement, il était impossible de démarrer le projet avec le seul financement de la CAF, la CAF a notifié en 2025 l'annulation de la subvention attribuée en 2024.

DETTES

Etat des dettes					
Nature dette	Montant 31/12/2025				Rappel 2024
	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et moins de 5 ans	A plus de 5 ans	
Etablissement de crédit					
Dettes financières diverses					
Fournisseurs	(1) 37 181	37 181			26 618
Dettes fiscales & sociales	230 688	230 688			230 675
Dettes sur immobilisations					
Autres dettes	194	194			829
Produits constatés d'avance	-				
Total	268 062	268 062			258 123

(1) dettes fournisseurs en hausse de 10,5K€ dont :

- le versement de l'acompte ERIP 2025 par la CC HVS n'a pas été appelé au 31/12/2025 (5,6k€)
- un acompte avait été versé en décembre 24 sur l'avis d'échéance MAIF 2025 (4,6k€)

Dettes représentées par des effets de commerce	Non applicable
--	----------------

Charges à payer incluses dans les postes du bilan	
Nature Charges	Montant 2025
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts & dettes établissement de crédit	
Emprunts & dettes financières divers	
Fournisseurs	19 307
Dettes fiscales & sociales	169 959
Autres dettes	
Total	189 266

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Produits constatés d'avance			
Nature Produit	Montant 2025	Rappel 2024	Commentaires évolution
Aide ASP adulte relais 12/25	194	0	

7 Détail des produits et des charges

Produits à recevoir :		31/12/2025	31/12/2024
Montant des produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan			
468750	Produits à recevoir	2 633	0
Autres créances			
<i>Il prévoyance et remboursements dépenses de formation au titre de 2025 à recevoir</i>			
Total des produits à recevoir		2 633	0

Charges constatées d'avance :		31/12/2025	31/12/2024
486000	Charges constatées d'avance	2 140	1616
Total des charges constatées d'avance		2 140	1 616

Charges à payer :		31/12/2025	31/12/2024
Montant des charges à payer inclus dans les postes suivants du bilan			
408100	Fournisseurs .factures non parvenues	19 307	14 415
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		19 307	14 415
<i>le versement de l'acompte ERIP 2025 par la CC HVS n'a pas été appelé au 31/12/2025 (5,6k€), il a donc été comptabilisé en facture non parvenue</i>			

428000	Personnel charges à payer	7 939	1 031
428200	Congés à payer	101 510	99 214
438200	Org.soc. ch/congés à payer	31 012	31 441
438600	Autres charges à payer	0	42
448200	Charges fiscales / CP	10 180	10 112
448600	Etat autres ch à payer	19 318	20 511
Dettes fiscales et sociales		169 959	162 351
+ 7 K€ : 100% PPV 2025 versé sur la paie de janvier 2026 ; en 2024, un acompte sur la PPV 2024 avait été versé sur la paie de décembre 2024			

Total des Charges à payer	189 266	176 766
----------------------------------	----------------	----------------

Produits constatés d'avance :		31/12/2025	31/12/2024
487000	Produits constatés d'avance	194	
Total des produits constatés d'avance		194	0

8 Notes sur le personnel

Au cours de l'année 2025, 44 salariés ont été rémunérés par la Mission Locale Sud 79, soit, une moyenne annuelle de 36,18 ETP (équivalent temps plein), décomposé ainsi :

- CDI : 34,97 ETP,
- CDD : 1,21 ETP.

Il est précisé que l'effectif équivalent temps plein moyen mentionné est calculé sur la base du temps de présence effective au service de la Mission locale. Les temps d'absences non assimilés à du temps de travail effectif sont déduits du temps de travail pour calculer l'effectif (maladie...).

A titre comparatif, au 31/12/2025, 38 salariés sont liés à la Mission Locale Sud 79 par un contrat de travail, soit 37,46 ETP, dont :

- 37 CDI pour 36,46 ETP,
- 1 CDD pour 1 ETP.

Les évènements marquants :

- Mouvements de personnel 2025 :

entrées-sorties 2025 par métier	entrée			sortie			
	CDI	CDD	total	CDI	CDD	APP	total
			0				0
chargée d'accueil	1		1	1			1
CIP	3	1	4	5	1		6
directrice	1		1	1			1
responsable de secteur	1		1	1			1
total	6	1	7	8	1	0	9

- Vacance de poste directeur sur 1^{er} semestre 2025
- Absence responsable de secteur de juin 2025 jusqu'à sa sortie de l'effectif le 31/10/2025, 1 conseiller CEJ a été promu responsable de secteur le 15/12/2025.
- Validation du renouvellement, à compter du 13/06/2025, du CDD relatif au poste adulte relais jusqu'au 12/06/2028, la convention Adulte Relais signée avec l'Etat ayant été reconduite pour une durée de 3 ans.
- Application avenants CCN au 01/01/2025 :
 - Avenant 83: 1 encadrant concerné
 - Avenant 84 : 1 CIP affecté en cotation 13 parti en retraite le 30/06/2025
- Absences sur 2025 : 356 jours ouvrés d'arrêt de travail pour maladie non professionnelle, AT/MP ou maternité sont totalisés sur l'exercice, soit 6 salariés concernés, et dont relatifs à des arrêts de travail de plus de 30 jours au titre de la :
 - Maternité : 111 jours (2 arrêts),
 - Maladie non professionnelle : 245 jours (5 arrêts)

Informations sur les indemnités de fin de carrière :

Les engagements liés aux indemnités légales et conventionnelles de départ à la retraite ont été évalués à la date de la clôture des comptes. Ces indemnités font l'objet d'une comptabilisation sur l'exercice 2025. Le montant de l'indemnité déterminée prend en compte l'ancienneté du personnel, la probabilité de présence dans l'association à la date de départ à la retraite et elle repose sur les critères suivants :

- Départ à l'initiative du salarié à 65 ans,
- Méthode rétrospective des unités de crédit projetées : retient, comme base de salaire, le salaire de fin de carrière et les droits à partir de l'ancienneté finale proratisée.
- Taux d'actualisation de 4,00%,
- Taux de progression des salaires de 3,88 %,
- Taux de charges patronales et fiscales de 40,60 %,
- Taux de rotation du personnel de 3,35 % sur la tranche 18-50 ans et 0% au-delà de 50 ans.

Ce montant est estimé à 143 487 € à la date du 31 décembre 2025 comptabilisé en provision pour retraite. Le montant couvert par l'organisme ARIAL CNP à cette même date n'ayant pas été communiqué au jour de l'arrêté des comptes, il n'a pas été pris en compte.

9 Situation fiscale de l'association

L'association n'a pas de but lucratif et n'est par conséquent pas assujettie à l'impôt sur les sociétés de droit commun, ni à la Contribution Economique Territoriale, ni à la taxe sur la valeur ajoutée.

10 Rémunération des dirigeants

Néant

11 Honoraires des Commissaires Aux Comptes

Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes	
	Commissaire aux comptes 1
Honoraires afférents à la certification des comptes	7 074
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité	
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité	